

UNION EUROPÉENNE LES NOUVEAUX CADRES DE L'ACTION PUBLIQUE

POLITIQUES STRUCTURELLES

L'intégration européenne rend nécessaire les politiques structurelles communes; la crise actuelle rend cette nécessité encore plus forte mais elle n'en restent pas moins difficiles à construire. Elles visent en effet à influencer sur le fonctionnement de l'économie sur le moyen et le long terme.

Nous allons voir d'abord quelles sont ces politiques, leurs enjeux et les débats qu'elles suscitent puis nous étudierons l'exemple de la politique de protection sociale.

Services publics: Déréglementation et privatisations

Depuis les années 80 les politiques libérales ont préconiser de déréglementer, de privatiser et de flexibiliser les services. L'UE a donc décidé de lutter contre les monopoles publics pour introduire de la concurrence et donc... de l'efficacité.

➔ Pourquoi existent-ils des monopoles publics?

- ✓ parce qu'il existe des besoins collectifs qui peuvent difficilement être satisfaits totalement ou équitablement par le secteur privé (ex l'éducation pour tous, les soins

pour les longues maladies...). Ils représentent un droit fondamental.

- ✓ parce que certaines infrastructures sont coûteuses et rentables à long terme (ex SNCF) mais ont l'avantage de représenter des "biens collectifs" c-à-d des biens dont la consommation par un individu n'empêche pas un autre de consommer (ex les routes)
- ✓ parce que la présence d'une seule entreprise permet des économies d'échelle importantes et donc des coûts plus bas
- ✓ parce que l'Etat peut imposer des prix plus faibles (pas de recherche de profits) et un cahier des charges (ex desservir de petits villages pour "la Poste" ou un timbre au même prix pour toute la France)

➔ Pourquoi les libéraux veulent-ils y introduire de la concurrence?

- ✓ Par soucis d'efficacité économique: concurrence = innovation, baisse des prix (?), amélioration de la qualité, la transparence
- ✓ la possibilité pour une entreprise étrangère de participer au capital, ce qui correspond à la liberté de circulation des capitaux qui est la règle dans l'UE.
- ✓ pour que les entreprises aient accès à l'ensemble du marché.

→ Vers une déréglementation et une privatisation des services publics

✓ l'UE au lieu de parler de services publics préfère le terme de:

- **services universels** : service de base devant être offert à tous à des conditions tarifaires abordables avec une qualité standard (ex téléphone fixe).
- **service d'intérêt économique général (SIEG)**: activité marchande remplissant des missions d'intérêt général et qui est alors soumis à des obligations spécifiques (transport publics, énergie, communication.)

✓ Pour les responsables de l'UE: que l'Etat doive garantir la fourniture d'un service ou d'un bien n'implique pas nécessairement qu'il ait à le produire lui-même. En France: l'électricité est fournie par une entreprise publique (EDF), mais ce n'est pas le cas de l'eau potable, cet autre bien indispensable qui est souvent produit en France par des

entreprises privées (comme Veolia). C'est ce modèle que voudrait développer l'UE..

✓ Les partisans d'une privatisation des services publics assurent que ces contraintes peuvent fort bien être imposées à des entreprises privées à qui l'Etat (ou les collectivités locales) confie la production de ces services. Par ailleurs, une gestion privée et surtout une mise en concurrence peuvent aussi favoriser l'innovation, les gains de productivité et la baisse des prix, qui rendent le service encore plus accessible.

✓ En France, EDF doit être privatisée, GDF a été associée à SUEZ... Il reste la SNCF et la Poste...

→ Les débats sont vifs: L'exemple de la réforme ferroviaire britannique:

La privatisation y a été totale dès 1993 laissant place à une centaine d'entreprises privées. Les infrastructures ont été confiées à un monopole privé "railtrack" qui a dû être renationalisé en 2002 car la recherche du profit avait provoqué un manque d'entretien (pb de sécurité, multiplication des

accidents et des retards) et d'innovation. Il reste 25 exploitants privés qui se partagent géographiquement le réseau (pas de concurrence). De nombreuses gares non rentables ont été fermées et les prix ont augmenté. Le résultat est donc loin d'être probant.

Protection sociale et Europe sociale...à construire pour éviter le dumping social

La politique de protection sociale est une politique structurelle majeure. Elle affecte le fonctionnement de l'économie tout entière en raison de l'importance des sommes en jeu (près du quart du PIB) et du service produit (la couverture des risques sociaux). Actuellement cette politique est du ressort presque exclusif des Etats nationaux.

➔ les avantages d'une protection sociale européenne unifiée

- ✓ Empêcher le dumping social entre les états membres. Car les dépenses sociales sont très différentes: de 32% du PIB en Suède à 13,2% en Estonie! Les pays où la protection

est forte doivent avoir des prélèvements (impôts et cotisations) élevés. Dans le cadre de la mondialisation, Il pourrait être tentant de les réduire pour que les entreprises paient moins d'impôts et de charges et soient donc plus compétitives. Si les prélèvements étaient harmonisés, ils n'affecteraient plus la compétitivité puisqu'ils seraient les mêmes partout.

- ✓ Favoriser l'accès de tous à la protection sociale et créer un " **modèle social européen** ". Cela impliquerait une redistribution des ressources: l'argent des européens les plus riches servirait, en partie, à fournir aux plus pauvres les services essentiels: santé, retraites chômage.
- ✓ Assurer sentiment de solidarité et une cohésion sociale entre les citoyens à travers l'Europe. Ces avantages prennent une importance toute particulière dans Europe à 27 où les écarts de richesse entre les pays membres sont très forts.

→ Pourquoi l'Europe sociale est-elle si difficile à mettre en place?

- ✓ La solidarité européenne n'existe pas: si un riche salarié français supporte avec réticence de financer la protection sociale des chômeurs français, que dira-t-il si on lui impose de financer la lutte contre la pauvreté dans un autre pays européen ?
- ✓ Les systèmes de protection sociale diffèrent considérablement à travers l'Europe: quels risques couvre-t-on et quel niveau de protection accorde-t-on ? Faut-il viser le niveau suédois ou celui de la Lituanie?
- ✓ quel mode de financement choisir? la répartition ou la capitalisation?

Quels que soient les avantages structurels qu'elle procure, une politique sociale européenne suppose donc un gros effort d'harmonisation. La tâche est donc ardue et c'est pour cela que les avancées en la matière sont nulles, et que les constructeurs de l'Europe n'en ont pas fait jusqu'à présent une priorité.

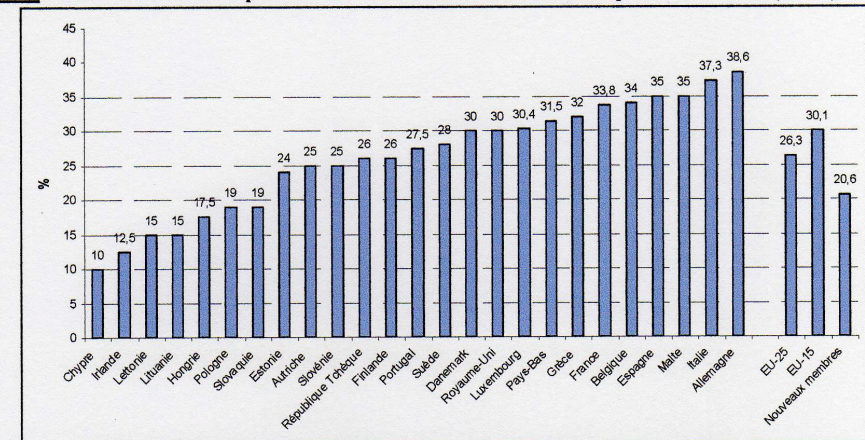
Pas d'Europe fiscale: le dumping fiscal existe...

→ Quels sont les impôts?

✓ Directs:

- IRPP (sur les revenus)
- ISF: impôts sur les grandes fortunes
- Impôts sur les bénéfices

Document 1 : Taux effectifs d'impôt sur les sociétés dans l'Union Européenne en 2005 (en %)




Source : « Structures on the taxation systems in the European Union », Commission européenne – Eurostat, 2005

✓ Indirects: essentiellement la TVA

→ Quels sont les enjeux?

Tous ces impôts diffèrent selon les pays et peuvent être manipulés => les tentations de



dumping fiscal pour attirer les entreprises (cf tableau), les riches et leur épargne.

Les libéraux préfèrent le maintien de cette concurrence fiscale pour que les états fassent une cure d'amaigrissement...

mais ces disparités présentent des dangers pour la cohésion sociale car l'allégement fiscal se fait sur sur le capital et provoque des délocalisations vers des Etats qui ont peu de protection sociale.

L'harmonisation fiscale est donc nécessaire à la cohésion sociale....Mais elle n'a même pas été entamée car elle nécessite des décisions prises à l'unanimité.....